

Les salaires, traitements et revenus supplémentaires du travail ont progressé de 10.9%, soit un peu plus que dans les deux années précédentes. La majeure partie de cette hausse a découlé de la ferme accentuation de l'emploi, puisque les rémunérations moyennes ont continué de croître modérément en dépit du taux élevé d'inflation et de l'expiration du programme de restrictions des salaires et des prix.

Le revenu personnel total s'est accru de 11.6%, tandis que le revenu personnel disponible augmentait de 11.9%. Étant donné que la dépense personnelle nominale a enregistré une hausse analogue, le taux des épargnes personnelles est demeuré à peu près inchangé, à 10.3%, pour la troisième année consécutive.

Les recettes totales de tous les paliers de gouvernement réunis ont fait un gain de 13.0%, ce qui représente un taux d'accroissement beaucoup plus prononcé qu'au cours des deux années précédentes. Les progressions ont été particulièrement appréciables en ce qui concerne le produit des impôts directs des particuliers et des sociétés et le produit des impôts indirects. Les dépenses totales du secteur public se sont amplifiées de 8.5% par suite d'un ralentissement notable du taux d'accroissement des déboursés en biens et services et des paiements de transfert aux particuliers. Les recettes ayant progressé plus vite que les dépenses, le déficit du secteur public, sur la base des comptes nationaux, est donc passé de \$8.9 milliards en 1978 à \$5.8 milliards en 1979.

Croissance et évolution de l'industrie, 1949-79

23.2

Au cours des trois décennies écoulées depuis 1949, il s'est produit de nombreux changements dans la production et la structure industrielles. En 1949, la production de l'économie canadienne (produit intérieur brut au coût des facteurs en dollars courants) se chiffrait à \$15.3 milliards; en 1979, elle était 15 fois plus élevée et atteignait \$240.0 milliards. Cette augmentation est attribuable en majeure partie à la hausse des prix et, si l'on exprime le volume de la production en dollars constants de 1971, l'augmentation se trouve multipliée par quatre, ayant passé de \$27.8 milliards en 1949 à \$115.7 milliards en 1979. Ce mouvement représente un taux de croissance annuel moyen de 4.9%.

Dans la même période, les effectifs salariés sont passés de 5.0 millions à 9.8 millions, ce qui donne un taux de croissance annuel moyen de 2.3%. Les heures-personnes travaillées constituent une mesure plus précise de la production du travail du fait qu'elles tiennent compte de la diminution de la durée de la semaine de travail moyenne, de l'allongement des vacances, des interruptions de travail et de toute autre période d'absence. Les heures-personnes travaillées ont progressé à un rythme moindre que les effectifs salariés, leur taux de croissance annuel moyen ayant été de 1.5% entre 1949 et 1979.

La productivité, mesurée au moyen de la production par salarié et de la production par heure-personne, a augmenté durant cette période à des taux annuels moyens de 2.5% et 3.4% respectivement. La productivité est le plus souvent rattachée à un seul facteur, la main-d'œuvre, mais toutes les variations de la productivité ne sauraient être attribuées uniquement à ce facteur. Si la production d'une unité de main-d'œuvre reflète effectivement des différences du point de vue du niveau d'instruction, des aptitudes professionnelles et de l'effort fourni par les salariés, elle traduit également la contribution à la production que représentent l'investissement en capital, l'utilisation de la capacité, les transformations technologiques et l'efficacité des processus. Comme il est difficile de calculer les variations de ces autres facteurs, les mesures de la productivité sont le plus souvent exprimées en termes de main-d'œuvre.

La tendance de la production au niveau global obscurcit les fluctuations marquées de la croissance au niveau des industries et des régions individuelles. Même au niveau de l'ensemble, la croissance de la production accuse des variations cycliques considérables. Dans l'analyse du cycle économique, on redéfinit habituellement la production de façon à exclure certains éléments comme le secteur public et l'agriculture. Cependant, les résultats d'une telle analyse dépendent pour beaucoup des définitions employées, de sorte que le nombre de cycles économiques établis au cours des trois dernières décennies peut varier de quatre à sept ou même huit, chacun ayant une durée